



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Saint-Denis, le 11 DEC 2020

ARRÊTÉ n°20 - 3580 SPCSJ

Mettant en demeure Monsieur MAILLOT Dominique de faire cesser un danger imminent pour la santé et la sécurité des occupants d'un immeuble d'habitation édifié sur la parcelle cadastrée ID 56, au 2 chemin de la Roseraie – La Bretagne - sur le territoire de la commune de SAINT-DENIS

---0---

LE PREFET DE LA REUNION
chevalier de la Légion d'Honneur
officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de la santé publique, et notamment ses articles L.1311-4 et R.1312-8 ;

VU le Règlement Sanitaire Départemental en date du 12 juillet 1985 modifié en 1992 pris en application du Code de la santé publique, et notamment son article 51;

VU le rapport du Consuel référencé n° RU204600031 en date du 10/11/2020 ;

VU le rapport de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion établi à l'issue de l'enquête menée le 27/10/2020, relatant les faits constatés dans l'immeuble situé au 2 chemin de la Roseraie à SAINT-DENIS;

CONSIDÉRANT que l'installation électrique présente un danger pour la sécurité des occupants, du fait de risques de contacts directs avec des éléments sous tension, de risques de contacts indirects et d'un défaut de protection contre les surintensités, en raison notamment : de la présence d'appareillages électriques détériorés ; de la surcharge de l'interrupteur différentiel ; d'une utilisation abusive de rallonges et de multiprises qui pallient l'existence d'appareillages non fonctionnels ; de absence de prise de terre ; de l'absence de liaison équipotentielle principale et de continuité électrique de la liaison équipotentielle supplémentaire dans la salle d'eau ;

CONSIDÉRANT que cette situation constitue un danger grave et imminent pour la santé et la sécurité des occupants, et nécessite une intervention urgente afin d'écartier les risques d'électrisation, d'électrocution et d'incendie ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de prescrire des mesures d'urgence propres à supprimer les risques susvisés ;

SUR proposition de la Sous-préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur MAILLOT Dominique, domicilié au 78 rue Milius 97430 LE TAMPON, est mis en demeure, en qualité de propriétaire bailleur du logement adressé au 2 chemin de la Roseraie – La Bretagne - à SAINT-DENIS (parcelle cadastrée ID 56), de faire procéder dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, **aux travaux de mise en sécurité de l'installation électrique du logement.**

Les travaux sont exécutés suivant les recommandations du rapport du Consuel référencé n°RU204600031 en date du 10/11/2020. Ces travaux doivent donner lieu à la délivrance, par le Consuel ou un bureau de contrôle, d'un certificat attestant de la mise en sécurité de l'installation électrique du logement ;

Le logement concerné est occupé par Madame MOURGUIN NAGUIN Michèle (2 adultes).

Monsieur MAILLOT Dominique tient à disposition de l'administration, tous les justificatifs attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la poursuite de la procédure de traitement de l'insalubrité visant à remédier durablement aux désordres de l'immeuble.

Article 2 : En cas de non-exécution de ces mesures dans le délai fixé à l'article 1, il est procédé d'office aux travaux, aux frais de l'intéressé, sans autre mise en demeure préalable.
La créance en résultant est recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article 3: Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues à l'article R.1312-8 du Code de la santé publique.

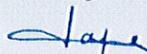
Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de La Réunion. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé –EA 2-14, avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis (27, rue Félix Guyon - BP 2024 - 97488 SAINT DENIS CEDEX), dans le délai de deux mois à compter de la notification précitée, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.
La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à Monsieur MAILLOT Dominique, et transmis au Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La Réunion, au Président du Conseil Départemental de La Réunion et aux occupants.
Le présent arrêté est transmis à la Maire de la commune de SAINT-DENIS en vue de son affichage en mairie ainsi que sur la façade de l'immeuble concerné.

Article 6 : La Maire de SAINT-DENIS, la Sous-préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, le Directeur Régional des Finances Publiques, le Directeur de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale, la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

LE PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation
la sous-préfète chargée de mission
cohésion sociale et jeunesse,
secrétaire générale adjointe


Camille DAGORNE